



Communiqué

Pour diffusion immédiate

Le 6 décembre 2010

LES BÉNÉFICIAIRES DE FONDS D'INFRASTRUCTURE SE BOUSCULENT POUR TERMINER LEURS PROJETS, D'APRÈS LE VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

(TORONTO) Dans son *Rapport annuel 2010*, diffusé aujourd'hui, le vérificateur général Jim McCarter déclare qu'une série de programmes de stimulation de l'infrastructure, dont la valeur totalise des milliards de dollars, doit s'appliquer davantage à orienter les fonds vers les projets d'infrastructure prêts à être mis en chantier.

« Malgré les grands efforts déployés par la province pour accélérer le lancement des programmes de stimulation, la moitié des fonds ont été alloués à un petit nombre de projets complexes d'envergure qui, dans la plupart des cas, n'étaient pas prêts à être mis en œuvre alors qu'il s'agissait d'un critère de financement clé », a déclaré M. McCarter après avoir déposé son rapport.

Au début de 2009, les gouvernements du Canada et de l'Ontario ont annoncé une série de programmes devant aider le pays à surmonter la crise économique mondiale, dont des programmes de stimulation de l'infrastructure destinés à injecter rapidement des fonds dans l'économie de la province et à créer ou préserver des milliers d'emplois.

Dans son rapport annuel, le vérificateur affirme que les délais serrés associés aux programmes donnaient peu de temps aux fonctionnaires pour évaluer les projets proposés et faire appel à des spécialistes techniques. Dans un cas particulier, on avait pris seulement quatre heures pour évaluer des demandes dont la valeur totale approchait 600 millions de dollars. « Étant donné le manque de temps et d'expertise technique, il était pratiquement impossible, à notre avis, d'effectuer les contrôles préalables nécessaires de façon appropriée », a ajouté M. McCarter.

Dans certains cas, les cabinets des ministres ont approuvé des projets à propos desquels des fonctionnaires avaient émis des réserves, et il y avait peu de documents indiquant pourquoi l'approbation avait été accordée à ces projets.

Le vérificateur général a notamment constaté ce qui suit :

- Selon la conception originale, la priorité devait être accordée aux projets qui étaient censés dépenser 50 % des fonds octroyés dans la première des deux années du programme. Or, moins de 510 millions de dollars, ou environ 16 %, des 3,1 milliards de dollars engagés, ont été dépensés la première année pour créer ou préserver quelque 7 000 emplois, alors que les programmes de stimulation de deux ans étaient censés se traduire par un total de 44 000 emplois.
- Les projets complexes de grande envergure représentaient 50 % du total des fonds disponibles. Le vérificateur général a remarqué que la plupart des projets échantillonnés n'étaient pas prêts à être mis en chantier au moment de l'approbation des fonds, souvent parce que l'étape de conception n'était pas terminée. Il a été difficile d'achever ces grands projets dans le délai prescrit de deux ans.
- Le délai d'achèvement de mars 2011 a obligé certains bénéficiaires de subventions à verser des primes d'incitation aux entrepreneurs ou à rajuster les spécifications du projet. Dans un cas, il a fallu dépenser 620 000 \$ de plus pour avancer la date d'achèvement de deux mois et respecter le délai.

-30-

Renseignements :

Jim McCarter
Vérificateur général
(416) 327-1326

Andréa Vanasse/Joël Ruimy
Communications
(416) 327-2336